

banque et nous vous avons dit que le total s'élevait à environ \$650,000. Sans aucun doute, il vous intéressera de savoir que la somme prise sur les profits de la banque pendant l'année dernière et employée au paiement des taxes s'élevait presque au double, soit plus de \$1,200,000. Nous avons cru bien faire en parlant franchement, parce que l'on pense généralement plus ou moins que les banques ne supportent pas leur part juste et raisonnable des fardeaux de la taxe générale.

Sur un nombre de 1,704 officiers de cette banque qui se sont enrôlés volontairement pour la défense de l'Empire, dans l'armée ou la marine, nous en avons réinstallé 996 dans le cours de l'année et nous attendons encore des nouvelles de 253 d'entre eux. Nous avons été heureux de souhaiter la bienvenue à ces officiers qui sont revenus à notre service et nous ferons tout en notre pouvoir pour les aider à bien se rétablir dans la vie civile.

Employeurs et employés

Une conséquence inattendue de la guerre a été l'instabilité des relations entre employeurs et employés dans toutes les phases de la vie. Une des causes principales de cet état de choses a été l'augmentation extraordinaire du coût de la vie, mais quelconque est forcé de discuter les problèmes devant l'employeur sait que ceci peut être la cause de seulement une petite partie de ses difficultés. La partie plus profonde et plus complexe de ces problèmes, sans nul doute, est son origine dans cette phase de la guerre où les choses prirent l'aspect d'une lutte à mort entre les forces en face les unes des autres. Dans ces conditions, les contrepois de l'entreprise commerciale se trouvèrent à faire défaut. Obtenir la production nécessaire était la seule chose qui importait; les dépenses à faire pour y arriver étaient une question secondaire, et n'importe quelles demandes faites par les employés étaient accordées presque avant qu'elles fussent faites. C'est peut-être trop demander, soit des employeurs, soit des employés, qu'ils aient une claire vision de toutes les énormes conséquences de ces changements. Qu'il nous suffise de dire que les ajustements nécessaires, maintenant que les affaires sont devenues plus normales, sont nombreux et multiples et demandent énormément d'esprit d'équité et de bon vouloir pour concilier des points de vue opposés des deux côtés. Quant à notre propre personnel, tant permanent que temporaire, il nous a servis loyalement à travers des temps difficiles, et nous avons cherché à apporter une considération généreuse et sympathique aux difficultés qui ont été particulièrement leur lot, comme homme et femmes salariés, durant l'augmentation extraordinaire du coût de la vie.

L'Emprunt de la Victoire de 1919.

En novembre dernier, le gouvernement canadien a émis son sixième emprunt de guerre, l'argent étant requis pour faire face à la transition de l'état de guerre à celui de paix. Le ministre des Finances, sir Henry Drayton a encore demandé un minimum de \$300,000,000, et les souscriptions totales reçues furent de \$676,242,790, presque autant que le total souscrit à l'emprunt précédent. Le ministre des Finances, et le pays lui-même, doivent être très cordialement félicités de cette nouvelle manifestation de la force financière du Canada. Il y a eu une grande diminution dans le nombre des souscripteurs, le nombre total étant de 789,532, comparé à 1,140,057 dans le cas de l'emprunt de 1918, de sorte que la moyenne du montant souscrit a été de beaucoup plus considérable, étant de \$857, contre \$610. Il est intéressant de remarquer, ce qui démontre la popularité des emprunts de la Victoire parmi les petits souscripteurs, que dans le cas de l'emprunt de 1918, \$104,500,000 ont été émis en obligations de \$50 et \$100. Les chiffres correspondants pour l'emprunt de 1919 ne sont pas encore publiés, et vu la diminution du nombre des souscripteurs, le total ne sera probablement pas aussi grand, mais il est évident qu'à peu près \$300,000,000 des trois derniers emprunts ont été obtenus de cette façon.

Encourager l'exploration

Dans mon discours, l'an dernier, j'exprimai l'opinion que le gouvernement pourrait bien accorder une petite prime sur la production des mines d'or au Canada, en vue d'accroître la quantité disponible du précieux métal. Cette opinion

n'a pas été approuvée en certains quartiers, mais je crois encore que le gouvernement devrait faire quelque chose sous ce rapport, non pas tant, peut-être, en offrant une prime d'encouragement sur l'or lui-même qu'en encourageant l'exploration et le développement de ce qui est censé être les champs aurifères. Si l'on faisait la même chose pour l'argent, il est possible que la découverte de nouvelles mines exerceraient un très bon effet sur le prix de ce métal. L'augmentation de la production des mines actuelles est naturellement encouragée par la hausse sensible qui a eu lieu. Suivant les chiffres rendus publics il y a quelque temps, le prix par once s'est élevé, l'année dernière d'une moyenne de \$1.01.12 durant les quatre premiers mois à \$1.27.92 en novembre.

Dépréciation du change

L'état des changes étrangers est un des problèmes auxquels nous avons eu à faire face durant l'année écoulée et c'en est très direct sur leur vie économique. Le Canada n'est pas seul à souffrir de la dépréciation du change. Les expédients artificiels auxquels on a eu recours pour améliorer la situation, comme l'expédition de l'or, la vente d'obligations et une tentative de fixer les taux de change sont inadéquats et auraient pu être dangereux. La réhabilitation de notre dollar ne peut être effectuée que par l'épargne, l'économie et une plus grande production. Il est peut-être devenu assez généralement connu parmi ceux qui s'intéressent à la question que nos importations des Etats-Unis ont grandement dépassé nos exportations à ce pays, et que dans le cas de la Grande-Bretagne, le contraire est vrai, nos exportations ont de beaucoup surpassé nos importations. Pour ce qui a trait à notre commerce avec les Etats-Unis, il y a une rareté de billets recevables qui peut compenser pour nos billets payables à ce pays; tandis que dans le cas de la Grande-Bretagne, c'est le contraire qui est vrai, et les billets recevables sont en plus grand nombre que les billets payables à un tel point qu'il lui a fallu obtenir du crédit de nous pour plusieurs de ses achats d'aliments produits au Canada.

Crédits étrangers

Il y a cependant plus de choses à dire sur ce point. Nous avons vendu à crédit à la France, à la Belgique, à la Grèce, à la Roumanie, et jusqu'à un certain point à la Grande-Bretagne, des articles manufacturés, des matières brutes qui sont en grande partie importés des Etats-Unis, et il nous faut payer comptant ces matières brutes. De plus, les paiements d'intérêt sur notre dette à l'étranger ont augmenté, ainsi que les lourds frais d'expédition que nous avons du payer pour des marchandises flottantes. En payant les matières brutes dont il est question, nous sommes forcés d'employer une grande partie de ces fonds qui servaient ordinairement à défrayer le coût de nos importations normales des Etats-Unis. La rareté des fonds des Etats-Unis a été ainsi accentuée par l'augmentation de la demande, tandis que la source à laquelle nous avons l'habitude de nous approvisionner dans le passé pour faire face aux déficits, n'est plus à notre disposition à cette fin pour deux raisons: la première parce que la Grande-Bretagne ne paie plus comptant comme autrefois; la seconde, qu'une partie de cette dette laquelle nous pouvions avoir recours dans ce but est maintenant acceptable par les Etats-Unis comme paiement, parce que ce pays a déjà un surplus de dettes anglaises qu'il a hâte de toucher.

Importations Anglaises

On ne devrait pas oublier, en discutant la position du change étranger, affectant le Canada, qu'en tant qu'il s'agit des importations à ce pays, la position du change anglais et continental est tout aussi favorable que l'échange des Etats-Unis est défavorable. La difficulté dans ce cas réside dans l'offre. Si l'on en juge par les comptes récents, cependant, la Grande-Bretagne met à contribution toutes ses énergies, malgré les grèves et autres circonstances adverses pour reprendre sa place comme nation faisant l'exportation, et maintenant que la difficulté d'obtenir de l'espace sur les vaisseaux diminue, nous espérons voir une augmentation sensible, dans un avenir prochain, dans les importations de la mère-patrie de ces marchandises dont nous avons besoin, et que nous ne pouvons produire chez nous.

Achats au Canada

D'un autre côté, dans nos relations avec les Etats-Unis, nous devrions tendre à diminuer nos importations, spécialement de ces articles qui sont simplement de luxe, ou que nous pouvons également bien produire chez nous. La position du change à l'heure actuelle nous démontre que nos dollars peuvent être dépensés d'une façon plus avantageuse pour des marchandises faites au pays que pour ceux fabriqués aux Etats-Unis, et nous espérons que cette leçon nous profitera. Son influence devrait être démontrée d'avantage par les marchands et par les importateurs en discontinuant d'importer au Canada les articles inutiles dont nous avons parlé.

La coopération est essentielle.

Le Canada, comme je l'ai déjà dit, s'est acquis une haute place aux yeux du monde par sa magnifique coopération à l'idéal de gagner la guerre. Ne pourrions-nous pas présentement faire un compromis entre le capital et le travail, le fermier et le manufacturier, entre les divers groupes qui compromettent notre avenir dans l'intérêt de leurs griefs particuliers, et coopérer en vue d'un autre idéal également grand: le rétablissement de la paix et de prospérité sur de meilleures fondations? Cet objectif étant réalisé, les idéaux distincts des groupements industriels de notre société pourront être étudiés avec de plus grandes chances de satisfaction qu'il n'est possible en ces temps difficiles.

Il faut augmenter les exportations

Nous connaissons maintenant approximativement le coût de la guerre tel que représenté par notre dette publique. Nous devons surtout au pays mais aussi à l'étranger. De plus, des émissions d'obligations ont été faites avant et pendant la guerre par les gouvernements, les municipalités et les sociétés privées et vendues à l'étranger. Sur le tout de cette dette ainsi détenue à l'étranger, la charge annuelle est d'environ \$190,000,000. De cette somme, environ \$65,000,000 sont dues aux détenteurs des Etats-Unis et environ \$125,000,000 à ceux de la Grande-Bretagne et des autres pays de l'Europe. Nous ne pouvons payer cette dette que par un surplus d'exportations sur les importations, ou par de nouveaux emprunts. La dette du pays est notre propre affaire. Certains citoyens ont avancé le coût de la guerre à la nation et il nous faut maintenant répartir ce coût par des impôts sur tous les citoyens du Canada (sauf ceux qui sont exempts de la taxe), de manière à faire face aux paiements annuels d'amortissement. Si l'on réussit à effectuer ces versements annuels par des impôts raisonnables prélevés de manière à ne pas être une cause de restriction pour nos industries, nous ne manquons pas de passer à travers nos difficultés, mais il faudra y appliquer une sérieuse étude du sujet.

Peu de sans-travail

La revue habituelle des conditions des affaires présentée à nos assemblées annuelles est d'un intérêt marqué, cette année. Le manque de travail que l'on craignait il y a un an devoir devenir général, même temporairement, ne s'est pas produit, si ce n'est dans quelques centres d'industrie. Les installations de guerre ont repris le cours des industries en temps de paix, et les commandes pour nombre de sortes de commodités ont afflué en si grande quantité qu'il a été impossible de les remplir, non pas tant, cependant, au point de vue de la capacité des usines qu'au point de vue de la capacité des hommes à faire l'ouvrage; et, conséquemment, vu que nous ne pouvons répondre à la demande, les prix doivent continuer à monter. En même temps, la demande de logements et de plusieurs autres édifices publics et privés est plus grande que jamais. Assurément, tout cela est un signe de la prospérité après laquelle nous avons si souvent soupiré, et, vraiment, pour un grand nombre c'est un temps de gros profits ou de gages élevés, mais la pendule ne peut balancer qu'une certaine distance dans un sens ou dans l'autre. Il n'y a pas beaucoup de satisfaction à attendre d'une prospérité qui ne peut se continuer qu'en empruntant plus d'argent, non plus que le contentement n'est pas complet si la production est insuffisante pour sauver de la famine une grande partie du monde.